

Washington, Etats-Unis, 12 octobre (Infosplusgabon) - La croissance économique en Afrique subsaharienne se redresse à un rythme modéré et devrait atteindre 2,4% en 2017 contre 1,3% en 2016, selon le nouveau «Africa's Pulse», une analyse semestrielle de l'état des économies africaines réalisée par la Banque mondiale.

Le rapport, publié mercredi, a indiqué que le rebond est inférieur à la prévision d'avril de 2,6% et est mené par les plus grandes économies de la région. Au deuxième trimestre de cette année, le Nigeria s'est retiré d'une récession de cinq trimestres et l'Afrique du Sud a émergé de deux trimestres consécutifs de croissance négative.

Selon le rapport, l'amélioration de la situation mondiale, notamment la hausse des prix de l'énergie et des métaux et l'augmentation des entrées de capitaux, ont contribué à soutenir la reprise de la croissance régionale. Cependant, le rapport a averti que le rythme de la reprise reste lent et sera insuffisant pour augmenter le revenu par habitant en 2017.

"La croissance continue d'être à plusieurs vitesses dans toute la région. Dans les pays à faible revenu comme l'Ethiopie et le Sénégal, la croissance reste globalement stable, soutenue par les investissements dans les infrastructures et l'augmentation de la production agricole. Dans les pays exportateurs de métaux, l'augmentation de la production et de l'investissement dans le secteur minier en raison de la hausse des prix des métaux a permis un rebond de l'activité", a-t-il ajouté.

L'inflation globale a ralenti dans la région en 2017, au milieu de taux de change stables et de ralentissement de l'inflation des prix des aliments en raison de la hausse de la production alimentaire. Les déficits budgétaires se sont rétrécis, mais restent élevés, les mesures d'ajustement budgétaire restant partielles.

En conséquence, la dette publique reste élevée. Dans l'ensemble de la région, la Banque mondiale a déclaré que des efforts supplémentaires sont nécessaires pour traiter les manques et de contenir les dépenses afin d'améliorer les soldes budgétaires.

"La plupart des pays ne disposent pas d'une marge de manœuvre importante pour avoir suffisamment d'espace budgétaire pour faire face à la volatilité économique. Il est impératif que les pays adoptent des politiques fiscales et des mesures structurelles appropriées pour renforcer la résilience économique, stimuler la productivité, accroître les investissements et promouvoir la diversification économique", note Albert Zeufack, économiste en chef de la Banque mondiale pour l'Afrique.

L'Afrique subsaharienne devrait connaître une croissance modérée de l'activité économique, avec une croissance à 3,2% en 2018 et à 3,5% en 2019 à mesure que les prix des matières premières se raffermiront progressivement, aidés par le ralentissement de l'inflation et l'assouplissement de la politique monétaire.

Cependant, les perspectives de croissance resteront faibles dans les pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC) alors qu'ils ont du mal à s'adapter aux bas prix du pétrole, note le rapport.

Il a indiqué que l'expansion économique des pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) devrait se poursuivre à un rythme soutenu grâce à une croissance solide de l'investissement public, menée par la Côte d'Ivoire et le Sénégal.

Ailleurs, la croissance devrait se raffermir en Tanzanie sur un rebond de la croissance de l'investissement et se redresser au Kenya, avec la détente de l'inflation. L'Ethiopie devrait rester stable avec l'économie dont la croissance est la plus rapide dans la région, même si l'investissement public devrait ralentir.

"Les perspectives pour la région restent difficiles, car la croissance économique reste bien en deçà de la moyenne d'avant la crise", a déclaré Punam Chuhan-Pole, économiste principal de la Banque mondiale et principal auteur du rapport. «De plus, le rythme modéré de la croissance ne permettra que des gains lents de revenu par habitant qui ne suffiront pas à exploiter la prospérité générale et à accélérer la réduction de la pauvreté.

L'analyse a montré que l'accumulation croissante de capital s'est accompagnée d'une diminution de l'efficacité des dépenses d'investissement dans les pays où la croissance économique a été moins résistante aux chocs exogènes.

Cela suggère que l'inefficacité de l'investissement - qui reflète les compétences insuffisantes et d'autres capacités pour l'adoption de nouvelles technologies, les politiques de distorsion et la mauvaise allocation des ressources, entre autres choses - devra être réduite afin que les pays puissent profiter pleinement des investissements plus élevés", a déclaré le rapport.

Alors que les pays africains cherchent de nouveaux moteurs de croissance inclusive et durable, l'attention portée au renforcement des compétences augmente. Le rapport Africa's Pulse a consacré une section spéciale à l'analyse de la manière dont les pays africains peuvent, grâce à des investissements plus intelligents dans les compétences de base pour les enfants, les jeunes et les adultes, optimiser les résultats d'apprentissage pour améliorer la productivité, l'inclusion et l'adaptabilité des travailleurs africains aux exigences des marchés actuels et ceux de l'avenir.

Dans la plupart des pays, les efforts de renforcement des compétences doivent viser à rendre les dépenses plus intelligentes pour assurer une plus grande efficacité et de meilleurs résultats.

La Banque mondiale a souligné que les pays ont deux choix difficiles à faire pour équilibrer leurs portefeuilles de compétences : trouver le juste équilibre entre la croissance globale de la productivité et l'inclusion, d'une part, et investir dans les compétences de la main-d'œuvre d'aujourd'hui et de demain.

«Investir dans les compétences fondamentales des enfants, des jeunes et des adultes est la stratégie la plus efficace pour accroître simultanément la croissance, l'inclusion et l'adaptabilité de la productivité. Ainsi, tous les pays devraient donner la priorité à la construction de compétences fondamentales universelles pour les travailleurs d'aujourd'hui et de demain", a recommandé la Banque.

FIN/INFOSPLUSGABON/ERT/GABON 2017

© Copyright Infosplusgabon